

Économie **Partenariat**

Alors que la Chine consolide sa position de partenaire clé de l'Afrique, les négociations commerciales entre l'Union européenne et certains États du continent sont prolongées sur fond de polémique. Mais du côté des entreprises européennes et africaines, la collaboration fonctionne, souvent portée par des actions régionales.

EUROPE-AFRIQUE

Entre litiges et intérêts communs

Le dernier colloque « Risques pays » de la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) a royalement ignoré le continent africain lors de ses exposés. Ce colloque permet, chaque année, de prendre la température de la conjoncture internationale grâce à de brillantes interventions où se rejoignent géopolitique et prévision économique. Trop à dire en 2008 sur la crise financière mondiale et sur les grands pays industrialisés pour s'étendre sur un continent dont la croissance, portée par le cours des ressources naturelles et des matières premières, se confirme pourtant (6,5 % en 2007). Parmi les acteurs incontournables, la Chine a mobilisé un temps de parole conséquent⁽¹⁾, du fait des changements qui intéressent au plus haut point les clients de la Coface : rapprochement - relatif - avec les États-Unis et l'Inde, croissance trop rapide à assumer, fin de l'ère du « tout à l'export » pour booster ladite croissance, ou encore problème démographique. La stratégie du géant asiatique est également faite de continuité, en particulier dans son expansion internationale dans toutes les régions et sur tous les fronts. La relation sino-africaine ne fait pas exception. Car si les populations civiles d'Afrique expriment un sentiment de méfiance dans plusieurs pays, les États ne peuvent que se satisfaire du « package » que leur partenaire pose sur la table des négociations, allant



Forum Eurafric Partners 2007 en présence du président malien, Amadou Toumani Touré.

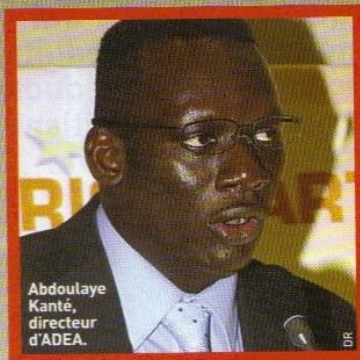
des dons aux crédits à bas coûts, en passant par le financement du service public et l'annulation de la dette.

Dans le même temps, l'Union européenne (UE) se heurte à de notables difficultés pour renouveler ses APE (Accords de partenariat économique) avec cinquante-trois États. À la veille du sommet bilatéral de Lisbonne en décembre 2007, le discours européen se voulait rassurant. José Manuel Barroso, président de la Commission

européenne, indiquait ainsi vouloir « une politique avec l'Afrique » et non « une politique pour l'Afrique ». Finalement, les APE ont été conclus avec quatre pays d'Afrique australe (Botswana, Lesotho, Swaziland, Mozambique) et cinq pays d'Afrique orientale (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi). Plus au nord, les affaires de l'UE sont plus corsées. Seuls trois accords intérimaires ont été signés, avec le Ghana, la Côte d'Ivoire et le

Cameroun. Ce qui a créé des tensions au sein de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), certains dirigeants, comme le président sénégalais Abdoulaye Wade, étant farouchement opposés aux accords dans leur état actuel. La sous-région affiche toutefois sa détermination à poursuivre les négociations en bloc. « Nous avons à cœur de préserver la solidarité sous-régionale, de faire en sorte que l'accord avec l'Union européenne renforce l'intégration économique », a ainsi indiqué le ministre burkinabé des Affaires étrangères, Djibril Bassolé, lors du 33^e sommet des chefs d'État et de gouvernement ouest-africains fin janvier dernier.

Pour Abdoulaye Kanté, directeur d'ADEA (Agence de développement des entreprises en Afrique)⁽²⁾, une association qui fédère le réseau Afric-Partners, les termes des APE renégociés « ne sont pas équitables » et « auraient nécessité une remise à niveau des industries africaines au préalable ». Il a aussi manqué « des contre-propositions de la part des négociateurs africains, ce qui est actuellement à l'étude au sein de l'Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine, ndlr) ». Ces négociations UE-Afrique ont encore des semaines de discussion devant elles, puisque la Cedeao a évoqué 2009 comme année de conclusion des accords. Mais qu'en est-il des relations eurafricaines dans le monde des entreprises ? « Il existe un vrai décalage entre ces deux sphères, même si les débats en cours sont légitimes, notamment pour les enjeux agricoles », estime Abdoulaye Kanté. « D'année en année, j'observe un net recul de la présence des entreprises européennes dans les pays où nous œuvrons, en termes d'investissement, mais aussi de parts de marché ». Ceci du fait de la concurrence asiatique, mais aussi de mauvaises stratégies commerciales. « La France, notamment, a trop longtemps misé sur ses grands groupes, aujourd'hui mis à mal par les entreprises chinoises. La mondialisation existe aussi en Afrique : les pays sont de plus en plus ouverts à d'autres marchés et à des financements internationaux. La compétitivité a laissé place aux privilèges sur un certain nombre de gros secteurs, comme le BTP », précise le directeur d'ADEA.



« La mondialisation existe aussi en Afrique : les pays sont plus ouverts à d'autres marchés. »

La mise en place de partenariats à taille humaine et profitable aux acteurs des deux continents a, en revanche, déjà fait ses preuves. Depuis dix ans, ADEA et la région Rhône-Alpes promeuvent des partenariats entre entreprises d'Europe et d'Afrique, dans un « échange intelligent » et profitable. Trois secteurs sont ciblés par ses actions : eau, énergie et industrie (agro-industrie, mécanique, cosmétique, entre autres). Des pôles sectoriels de PME (petites et moyennes entreprises) « aux compétences complémentaires » ont été créés, dans une optique de réseau. Elles interviennent en Afrique « sur des projets réservés, il y a encore cinq ans, à de grandes entreprises

chinoises. La valeur ajoutée européenne, dans ce contexte, se situe dans un réel partenariat avec des PME locales et un transfert durable de savoir-faire », explique M. Kanté. « Notre méthodologie est simple et s'étend sur deux ans environ : les entreprises que l'on amène en Afrique doivent apprendre à connaître le terrain, afin d'identifier clairement leur projet. Dans un second temps, on identifie des partenaires techniques sur place, afin de pérenniser leur présence. Les partenaires apprennent à se connaître et peuvent, dans un troisième temps, travailler directement ensemble », poursuit Abdoulaye Kanté.

ADEA organise, chaque année à Lyon, Eurafri Partners, qui a accueilli 800 participants en 2007. Ce forum fait un bilan des projets en cours en présence des ministres africains chargés des trois secteurs ciblés. La 8^e édition se tiendra du 21 au 24 octobre 2008. En France, d'autres initiatives territoriales existent et fonctionnent, comme celle de Bretagne International. L'association du Conseil régional de Bretagne vient de mener une vingtaine d'entreprises au Mali et au Sénégal, afin de susciter des partenariats PME-PME et de tisser des liens durables avec les institutions de l'Uemoa. ■

Cécilia Rio

[1] L'Afrique a tout de même fait l'objet d'un exposé par Chris Alden (qui œuvre à la London School of Economics) dans le cadre, justement, de sa relation avec la Chine.
[2] Créée avec l'aide de la région Rhône-Alpes, ADEA accompagne 200 PME européennes dans leur développement en Afrique : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Mali, Sénégal, Togo. www.adeafrance.org



Une dizaine d'entreprises du pôle Eau & Énergie d'ADEA se sont rendues au Congo en mars 2007, visite d'une centrale hydroélectrique de la Société nationale d'électricité.